

L'inacceptable n'a pas sa place au sein de l'Assemblée régionale (Communiqué)

Depuis le 4 janvier 2016 et l'élection de Carole Delga à la Présidence de la Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée, les élus de Front National, devenu Rassemblement National, ont été familiers d'incidents de séance organisés à coups de provocations, de gesticulations, de propos nauséabonds et d'insultes.

En tentant de s'en prendre, au travers d'une attitude menaçante, physiquement à la Présidente, l'un des élus d'extrême droite a franchi un pas supplémentaire dans l'ignoble et l'intolérable lors de l'Assemblée plénière du 27 juin 2019.

Ce comportement d'un élu du Rassemblement national et les insultes qu'il a clairement proférées à l'encontre de Carole Delga ne doivent pas être « rangés » sur les étagères bien garnies des incidents de séance dont ces élus sont coutumiers. La violence qui s'en dégageait nous conduit donc à faire un signalement au Procureur de la République au titre de l'article 40 du Code de procédure pénale.

Pour nous, les gestes et les propos constatés lors de cette réunion de l'Assemblée régionale avaient pour unique but de tenter d'intimider la Présidente de Région. Ils nous paraissent donc relever du délit d'acte d'intimidation contre une personne exerçant une fonction publique prévu par l'article 433-3 du Code pénal ainsi que du délit d'injure publique prévu par l'article 33 de la Loi du 29 juillet 1881.

Il appartient désormais au Procureur de la République de Montpellier d'observer ces faits et de les qualifier juridiquement.

Pour notre part, nous ne pouvons plus longtemps tolérer que l'inacceptable ait droit de cité dans les travées de l'Assemblée régionale. Il est clair que le Rassemblement national et ses élus ont décidé d'en faire une tribune pour leurs discours de rejet et de haine. Ces propos et ces attitudes, dont sont victimes nombreux de nos collègues au cours des Assemblées plénières, n'ont pas leur place dans une instance républicaine, fière de ses valeurs et attachée à la démocratie.

Nous œuvrons, et continuerons d'œuvrer, pour un débat serein, constructif, et respectueux des personnes au sein de notre assemblée. Nous refusons, et refuserons toujours, les altercations, dont la hauteur n'excède pas celle du caniveau, où veulent nous enfermer les élus du Rassemblement national. Notre Région et ses habitants méritent mieux !

Christian Assaf, Président du groupe Socialiste, Républicain et Citoyen

Sylvia Pinel et Didier Codorniou, Co-Présidents du groupe des Radicaux

Véronique Vinet et Nicolas Cossange, Co-Présidents du groupe Nouveau Monde

[Courrier au Procureur de la République](#)